Zeitschrift: Heimatschutz = Patrimoine

Herausgeber: Schweizer Heimatschutz

Band: 89 (1994)

Heft: 3

Artikel: Landschaftsschutz und Recht : wachsende Probleme bestimmen den Ausbau

Autor: Munz, Robert

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-175644

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Des problèmes croissants ont été déterminants pour la législation

La protection du paysage et le droit

Par Robert Munz, avocat, Winterthour (résumé)

Des siècles durant, l'homme s'est passé de dispositions juridiques sur la protection du paysage. Cependant, tout a changé avec l'industrialisation et cela s'est même accentué au cours de ce siècle. Aujourd'hui, nous disposons d'un large éventail de lois sur la protection du paysage.

L'article 25 de notre constitution fédérale est la première disposition juridique sur la protection des espèces animales. Datant de 1874, elle protège de la chasse le «gros gibier» des montagnes et les «oiseaux utiles à l'agriculture et à la sylviculture». Le droit de la chasse s'est soldé par un succès et les espèces animales disparues ont été réintroduites. L'actuelle loi de 1986 sur la chasse tend au maintien de la diversité spécifique et des espèces animales menacées. En un certain sens, le terrain est préparé pour la réinstallation de l'ours et du loup sur le territoire suisse.

Protection de la forêt

Au milieu du siècle dernier, la fonction stabilisatrice de la forêt contre les avalanches et les crues a été reconnue. Dès 1897, l'article 24 de la constitution fédérale prévoit le droit de haute surveillance de la Confédération sur la «police des endiguements et des forêts» dans l'ensemble du pays. La loi de 1901 sur la police des forêts marque une étape fondamentale du droit de la protection du paysage puisqu'elle prévoit la protection de l'aire forestière. La fonction protectrice de la forêt revêt une importance primordiale alors que la fonction économique est reléguée au second plan, sans doute à cause de la généralisation de l'usage du charbon qui, à l'époque, supplante le bois. La loi sur les forêts actuellement en vigueur date de 1991. Elle accorde davantage de place à la protection du milieu naturel qu'est la forêt. A l'instar de l'ancienne loi de 1901, elle prévoit l'interdiction de défricher. Les exceptions à cette règle sont étudiées avec sévérité. Les forêts suisses sont d'une importance vitale pour l'Europe puisque plusieurs grands fleuves européens prennent leur source en Suisse. La question de la compatibilité du droit suisse avec le droit européen tombe donc d'elle-même en matière de législation sur les forêts.

Le code civil suisse (CC) de 1907 a institué le libre accès aux forêts d'autrui (art. 699) pour permettre, à l'époque, la cueillette des baies, champignons et autres menus fruits sauvages améliorant l'ordinaire des gens modestes. Nonante ans plus tard, les préoccupations ont changé: la forêt ne sert pas en premier lieu à la production de fruits sauvages, mais aux loisirs et à la détente. Les propriétaires forestiers devraient-ils ne permettre la jouissance de la forêt qu'après le paiement d'une taxe?

Privatisation du paysage

Le droit d'accès sur le fond d'autrui au sens de l'article 699 CC ne se limite pas aux forêts, mais s'étend aux pâturages, rochers, glaciers, etc. Il fournit la base légale du tourisme de randonnée et de l'alpinisme. A noter toutefois une tendance à la privatisation de surfaces naturelles étendues pour la pratique de sports tels que le golf. Dans les zones urbanisées, le droit cantonal et communal prévoit des possibilités d'aménagement de parcs et promenades dont la fonction est, à l'origine, de procurer un espace de détente proche des citadins. Avec l'accroissement de la mobilité, force est de constater que les parcs ont perdu cette fonction première. Ne sont-ils pas plutôt devenus les ghettos de groupes marginaux? Les piscines de plein air sont également des espaces privatisés.

Au début de se siècle, le code civil suisse reconnaît déjà l'importance des tâches d'aménagement et de protection du paysage pour le bien public. L'article 702 CC prévoit des restrictions de droit public notamment en ce qui concerne la police des forêts, les améliorations du sol, le morcellement des fonds, les réunions parcellaires, les mesures destinées à la conservation des antiquités et des curiosités naturelles ou à la protection des sites et des sources d'eaux minérales. Cet article a été toutefois considéré comme une base légale insuffisante pour permettre à la Confédération d'établir des plans d'aménagement. Ce défaut a été corrigé par l'acceptation, lors de la votation populaire du 14 septembre 1969, de l'article 22 quater de la constitution fédérale.

Aménagement du territoire

A l'heure de la mobilité, toute parcelle semblait constructible. L'entrée en vigueur, le 1er janvier 1980, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire modifia le droit de construire en ce sens qu'il ne devint possible de construire qu'en zone à bâtir. Cette loi fédérale prévoit également la création de zones agricoles et de zones protégées. Bien que les cantons et les communes disposent d'une grande liberté d'action à l'intérieur de la zone à bâtir, ils doivent respecter les buts et principes d'aménagement et notamment veiller à protéger les bases naturelles de la vie.

Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, les zones agricoles doivent servir à l'exploitation traditionnelle du sol. Cependant, suite à une récente intervention parlementaire (motion Zimmerli), certaines productions non directement liées à l'exploitation du sol devraient à l'avenir être également autorisées en zone agricole.

L'article 24 sexies de la constitution fédérale, introduit en 1962 et complété en 1987 à la suite de l'initiative dite de Rothenthurm, sert de fondement à la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage. Cette loi a pour but de protéger le paysage ainsi que la faune et la flore et leur milieu naturel. La Confédération est ainsi habilitée à dresser des inventaires d'objets ou de sites à protéger. Il convient de souligner ici l'importance de l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (IFP).

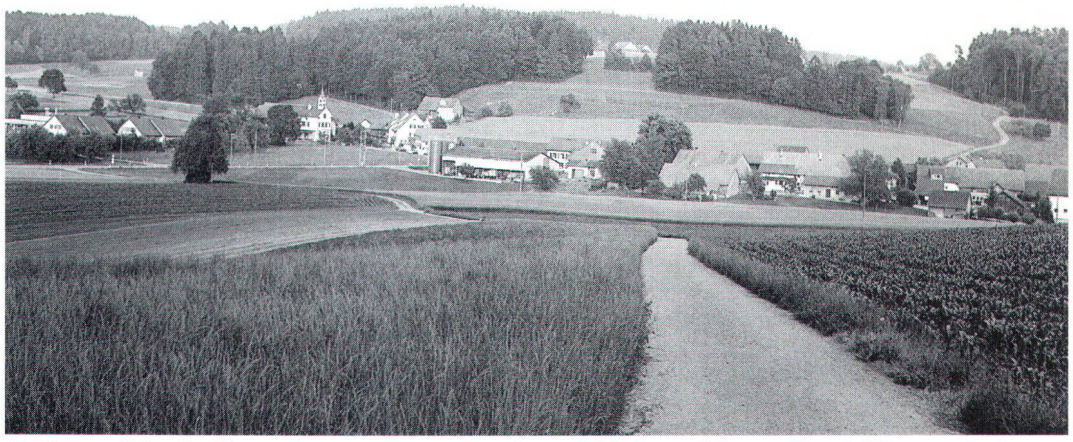
A l'occasion du 700e anniversaire de la Confédération, les Chambres fédérales ont créé en 1991 un fonds en faveur de la sauvegarde et de la gestion de paysages ruraux et traditionnels. Même si ce fonds ne peut qu'avoir un effet ponctuel limité, il met en évidence la nécessité de sauvegarder notre patrimoine naturel et culturel.

Jahrtausendelang kam der Mensch praktisch ohne rechtliche Vorschriften zum Schutz der Landschaft aus. Das änderte sich mit der Industrialisierung und setzte sich besonders in unserem Jahrhundert kontinuierlich fort. Heute verfügen wir über ein breites Instrumentarium landschaftsschützerischer Gesetze. Der folgende Beitrag vermittelt eine Übersicht.

Wachsende Probleme bestimmten den Ausbau

Landschaftsschutz und Recht

Von Dr. iur. Robert Munz, Rechtsanwalt, Winterthur



Herkömmliche Siedlungselemente prägen Dörfer und Weiler und lassen Entwicklungen der letzten 150 Jahre ablesen. Was geschähe, wenn in den Landwirtschaftszonen die Baubeschränkungen gelockert würden? (Bild Munz)

Des habitations traditionnelles caractérisent villages et hameaux et illustrent l'évolution des 150 dernières années. Que se passerait-il si les limitations de la construction en zones agricoles se relâchaient?

In der von uns als «harmonisch» und «intakt» bezeichneten Landschaft hatten bereits im letzten Jahrhundert die grössten einheimischen Säugetiere und Vögel kaum noch Platz. Das Reh stand sogar vor dem Aussterben. Dies veranlasste den Bund zu einem ersten Akt des Artenschutzes, indem er sich die Befugnis gab, «gesetzliche Bestimmungen über die Ausübung der Fischerei und Jagd, namentlich zur Erhaltung des Hochwildes sowie zum Schutz der für die Land- und Forstwirtschaft nützlichen Vögel zu treffen» (Artikel 25 der heute noch geltenden Bundesverfassung von 1874. Der rechtliche Schutz der Fauna ist also älter als der Schutz der Landschaft. Und Schutz der Fauna hiess damals in erster Linie Schutz vor der Flinte. Erhaltung der Biotope war noch nicht als Notwendigkeit erkannt. Doch, das Jagdrecht des Bundes zeitigte den erhofften Erfolg. Die Wildbestände nahmen wieder zu. Wiederansiedlungen (Steinbock) hatten Erfolg. Der Hirsch wanderte von selber wieder ein. Das heute in Kraft befindliche Jagdgesetz von 1986 ist im Unterschied zum Verfassungsartikel nicht mehr von reinem Nützlichkeitsdenken, sondern durchaus von Respekt gegenüber der Tierwelt und ihrem Existenzrecht geprägt. Es sucht, die angestammte Artenvielfalt zu bewahren und bedrohten Tierarten das Überleben zu ermöglichen. Sollten erwartungsgemäss bald einmal Bär und Wolf um Niederlassung ersuchen, so hätten ihre Juristen hiezu den Boden gut vorbereitet.

Schutz des Waldes

Hochwasser, Murgänge und Lawinenschäden liessen Mitte des letzten Jahrhunderts die wichtige stabilisierende Funktion des Waldes im Naturhaushalt erkennen. Die Bundesverfassung gab deshalb in ihrem Artikel 24 dem Bund 1874 das Recht der Oberaufsicht über die Wasserbau- und Forstpolizei, vorerst nur im Hochgebirge, später, 1897, für das ganze Land. Das Forstpolizeigesetz von 1901 darf zu Recht heute noch als Markstein in der Entwicklung des Rechts über die Landschaft gerühmt werden. Mit dem Grundsatz, das Waldareal zu erhalten, setzte es wenigstens einen soliden Pfeiler, dessen Bedeutung für Landschaftsbild und Naturhaushalt erst viel später voll zur Wirkung kam, nämlich während der ausser Kontrolle geratenen hektischen Entwicklung der grossen Wachstumsperiode zwischen 1955 und 1972.

Für das Forstgesetz von 1901 stand die Schutzfunktion des Waldes im Vordergrund; die Nutzfunktion nicht mehr an erster Stelle. Die Kohle, auf dem während der vorangegangenen 50 Jahre gebauten Eisenbahnnetz herantransportiert, hatte als damals gebräuchlicher fossiler Energieträger das Holz zurückgedrängt. Die entsprechend geringere wirtschaftliche Bedeutung des Waldes mag den Schutz gegen exzessive Nutzung politisch erleichtert haben. Holznutzung wurde immerhin als Selbstverständlichkeit betrachtet und lange Zeit sogar als Notwendigkeit interpretiert. Weidenutzung hingegen suchte das Gesetz nach Möglichkeit zu unterbinden.

Heute gilt das Waldgesetz von 1991. Es hat der «naturschützerischen» Bedeutung des Waldes, also der Funktion im Dienste der Artenvielfalt und der Bewahrung bedrohter Arten, zusätzlich Gewicht zugestanden. Das Waldbild des neuen Gesetzes weicht also von demjenigen des früheren Gesetzes ab und gibt dabei den Diskussionen zwischen Förstern und Naturschützern eher Auftrieb als Lösungen.

Feste Grösse bleibt das Rodungsverbot. Für die – streng zu beurteilenden – Ausnahmen bleibt gemäss einem neuesten Entscheid des Bundesgerichts die unter dem alten Gesetz erarbeitete Praxis – die übrigens weitgehend dem Beschwerderecht der Natur- und Heimatschutzorganisationen zu verdanken ist – weiterhin massgeblich (BGE 119 Ib 397). Für Bedenken bezüglich künftiger Kompatibilität mit Europarecht besteht kein Anlass. Schon deswegen, weil die Schweiz Oberlieger an kontinentalen Flusssystemen ist, was der gewässerökо-

logischen Aufgabe des Waldes eine gesamteuropäische Dimension verleiht. Eine bewaldete Schweiz ist sogar wichtiger als eine verkehrskonforme Schweiz.

Das schweizerische Zivilgesetzbuch (ZGB) von 1907, in Kraft getreten 1912, hat die Erholungsfunktion des Waldes erschlossen, indem es ihn, unabhängig davon ob in privatem oder öffentlichem Eigentum, als für alle Leute frei zugänglich erklärt (Artikel 699). Die im – damals noch stärker genutzten und lockereren – Wald wachsenden Beeren werden zusammen mit den Pilzen, gleichsam als Delikatessen des armen Mannes, als Allgemeingut erklärt. Inzwischen sind 80 Jahre verstrichen, die Beeren in den wegen tiefen Holzpreisen dichter gewordenen Wäldern seltener geworden, und deren Sammeln ist angesichts des Überflusses an tropischen, mit billiger Energie herantransportierten Früchten kein Thema mehr. Wirft zwar der Wald dem Eigentümer keinen Ertrag mehr ab – als Erholungsraum bleibt er trotzdem aktuell. Sollte nicht der Waldeigentümer für Wohlfahrtsleistungen des Waldes, statt sie gratis erbringen zu müssen, ein Entgelt einkassieren? Die privatwirtschaftliche Lösung wäre das Tor am Waldrand, das sich erst nach Einschieben der Kreditkarte öffnen würde.

Privatisierte Landschaft

Das allgemeine Zutrittsrecht nach ZGB 699 erstreckt sich nicht allein über den Wald, sondern auch auf Weiden, Gletscher, Firne, Geröllhalden, Felswände, usw., und bildet damit eine rechtliche Basis für Wandertourismus und Alpinismus. (Allerdings, ausgedehnte Gebirgslandschaften stehen streng rechtlich in Privateigentum; so vom Bundesgericht am 7. Dezember 1993 festgestellt für grosse Teile der Berner Alpen.) Eine faktische Privatisierung erfolgt durch den kommerziellen Skisport.

Tropische und teils künstliche Pflanzen in unterirdischen Cafeterien – bald einmal das letzte Grün in einem naturfernen Tagesablauf? (Bild Munz, S-Bahnhof Zürich)

Plantes tropicales et en matière synthétique dans les cafétérias souterraines – bientôt la dernière verdure pour les usagers des grandes villes?

Neuerdings entstehen Dutzende von Golfplätzen und entziehen hektarenweise naturnahe Flächen dem Gemeingebrauch. Das Aufkommen weiterer «elitärer», grosse Flächen privatisierender Sportarten ist zu erwarten. Die Erholungslandschaft wird zur «Luxuslandschaft» und deren Genuss schliesslich zum Privileg Begüterter.

Durchgrünte Siedlungen

Begeben wir uns nun in die Siedlungen. Die Eisenbahn hatte sie unabhängig von den Nahrungs- und Energielieferanten der näheren Umgebung gemacht und sich neue Quartiere angliedern lassen, in denen, von positiven Beispielen wie etwa Winterthur abgesehen, Grün Manglware wurde. Die Stadtplaner erkannten das Problem der fehlenden Möglichkeit zur Naherholung und schufen die stadtinternen Parkanlagen. Damit sind mit Hilfe der damaligen planungsrechtlichen Instrumente des kantonalen und kommunalen Rechts soziale und gartenarchitektonische Leistungen erbracht worden, die noch heute Bestand haben. Ihre ursprügliche Hauptaufgabe allerdings ist – Folge von Mobilität der Bevölkerung – weitgehend verloren gegangen. Werden sie zum verträumten Reservat philosophierender Sonntagsschlenderer oder zum Ghetto randalierender Randgruppen?

Seit den 30er Jahren, im Zuge der Erhöhung des Stellenwertes von Sport und Körperbewusstsein, baute man als weitere siedlungsinterne Grünanlagen Sommerschwimmbäder, bei denen der gärtnerischen Gestaltung und dem Baumbestand eine mindestens so grosse Bedeutung zukam wie dem Schwimmbecken.

Landschaft und Raumplanung

Von Wald, Gebirge und Stadt begeben wir uns in die offene Landschaft und zugleich an den Anfang unseres Jahrhunderts. Das Zivilgesetzbuch (ZBG) erkannte bereits die künftigen öffentlichen Aufgaben von Planung und Landschaftsschutz. In Artikel 702 ZGB heisst es nämlich: «Dem Bunde, den Kantonen und den Gemeinden bleibt es vorbehalten, Beschränkungen des Grundeigentums zum allgemeinen Wohl aufzustellen, wie namentlich betreffend die Bau-, Feuer- und Gesundheitspolizei, das Forst- und Strassenwesen, die Erhaltung von Altertümern und Naturdenkmälern, die Sicherung der Landschaften und Aussichtspunkte vor Verunstaltung und den Schutz von Heilquellen.»

Diese bundesrechtliche Grundlage für kantonale Planungs- und Schutzmassnahmen ist recht unterschiedlich angewendet worden. Einzelne Kantone allerdings, wie etwa Neuenburg und Solothurn, haben ausgedehnte Teile ihres Kantonsgebietes aus Gründen des Landschaftsschutzes mit Baubeschränkungen belegt. Artikel 702 ZGB wurde jedoch als ungenügende Basis betrachtet, um den Bund selber Raumplanung treiben zu lassen. Hiezu bedürfe es, hiess es, einer ausdrücklichen Kompetenzerteilung. Diese erfolgte dann in der Form des am 14. Setember 1969 von Volk und Ständen angenommenen Artikels 22quater der Bundesverfassung mit dem Wortlaut: «Der Bund stellt auf dem Wege der Gestzgebung Grundsätze auf für eine durch die Kantone zu schaffende, der zweckmässigen Nutzung des Bodens und der geordneten Besiedlung des Landes dienende Raumplanung» (Abs. 1).

Im Zeitalter flexibler Mobilität war praktisch jede Parzelle erreichbar und damit zum potentiellen Bauland geworden. Eine völlig ungeordnete, durch rein marktwirtschaftliche Prinzipien bestimmte Entwicklung bahnte sich an. Als Steuerungsmittel boten lediglich gewässerschutzpolizeiliche Vorschriften beschränkte Handhaben. Seit Inkrafttreten des Bundesgesetztes über die Raumplanung (RPG) am 1. Januar 1980 ist das Recht zu bauen nicht mehr Bestandteil des Grundeigentums. Vor diesem Datum bedurfte es besonderer behördlicher Massnahmen, um das Bauen zu verunmöglichen, und dies oft nur gegen Entschädigung. Seit

diesem Datum braucht es umgekehrt besondere Vorkehren, um das Bauen möglich zu machen, nämlich die rechtsverbindliche Zuweisung in eine Bauzone (Artikel 22 Abs. 2 Buchstabe a RPG).
Die Pflicht der Kantone und Gemeinden, den gesamten «Raum» durch die – obligatorische – Nutzungsplanung in drei Bereiche aufzuteilen, nämlich in Bau-, Landwirtschafts- und Schutzzonen (Artikel 14 RPG), ist die wesentliche Errungenschaft dieses Gesetzes. Was ausserhalb der Bauzonen erstellt werden darf, darüber bestimmt der Bund. Und es hat sich denn auch zu dieser Frage bereits eine reiche bundesgerichtliche Praxis gebildet. Innerhalb der Bauzonen indessen geniessen Kantone und Gemeinden «Narrenfreiheit». Immerhin sollten sie sich an die im Gesetz hervorgehobenen Ziele und Planungsgrundsätze halten. Das Gesetzesziel, «die natürlichen Lebensgrundlagen wie Boden, Luft, Wasser, Wald und die Landschaft zu schützen», findet sich dabei an der Spitze (Artiikel 1 Abs. 2 Buchstabe a RPG). Noch ausführlicher wird das zuvorderst bei den Planungsgrundsätzen dargelegt.

Die Landwirtschaftszonen nach Bundesgericht «doivent servir à l'exploitation traditionnelle du sol» (BGE 112 Ib 261ff). Darin wohnen dürfen nur Personen, die den Boden bebauen, sowie die Alten, die ihr aktives Leben im betreffenden Betrieb verbracht haben. Gemäss einem neueren parlamentarischen Vorstoss (Motion von Ständerat Zimmerli) sollte der Landwirtschaftszone künftig ein anderer Charakter gegeben werden, indem dort weitere Erwerbszweige als die bodengebundene Produktion zulässig erklärt würden. Dies aus der Überlegung, im Rahmen der künftigen internationalen Vereinbarungen und des wirtschaftlichen Umfeldes sei die Urproduktion in unserem Land als selbständiger Erwerbszweig am Ende; es müssten deshalb zusätzliche Aktivitäten ermöglicht werden. Überlebens- oder Sterbehilfe für die Landwirtschaft?

NHG und Landschaftsinventar

Vom Recht über die Landschaft und deren Grün zu sprechen bliebe unvollständig, wenn nicht auch das Natur- und Heimatschutzrecht, älter als das Raumplanungsrecht, behandelt würde. Es gründet auf Artikel 24sexies der Bundesverfassung, der am 27. Mai 1962 von sämtlichen Kantonen und mit grossem befürwortendem Mehr der Stimmenden angenommen wurde. Aufgrund der sogenannten Rothenthurm-Initiative ist er am 6. Dezember 1987 um einen Absatz 5 erweitert worden. Dieser erklärt Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung als geschützt. Die neu hinzugekommene Verfassungsbestimmung ist also zugleich Planungsakt. Der ursprüngliche Teil von Artikel 24sexies und das auf ihn abgestützte Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz (NHG) bringen zum Ausdruck, dass Ortsbild und Landschaftsbild, überlieferte Baudenkmäler sowie Vegetation und Fauna zu erhalten oder doch weitmöglichst zu schonen eine Staatsaufgabe sei, die bei sämtlichen öffentlichen Tätigkeiten mit in Betracht gezogen werden müssen und auch Anspruch auf finanzielle Förderung seitens des Bundes besitze. Beim Schutz von Vegetation und Fauna gehen die Befugnisse des Bundes am weitesten. Er legt Listen geschützter Pflanzen und Tiere fest und erlässt Inventare der zu bewahrenden Biotope.
Nicht nur beim Biotopschutz (Erhaltung umgrenzter, für besondere Arten oder Lebensgemeinschaften besonders wichtiger Standorte), sondern auch im umfassenden Landschaftsschutz bilden die Inventare ein bevorzugtes Instrumentarium des NHG. Hervorgehoben sei das Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung, das sich auf Artikel 5 NHG abstützt und bis heute rund 120 Objekte umfasst, und zwar grössenmässig in der Bandbreite vom erratischen Block bis zur ausgedehnten, einige 100 Quadratkilometer umfassenden Hochgebirgslandschaft. Das Inventar enthält Objekte, die einzigartig oder doch sehr selten sind, sowie Objekte, die als ausgezeichnete Vertreter eines Landschaftstyps angesprochen werden können. Streng verbindlich sind die Inventare nach Artikel 5 NHG eigentlich nur für den Bund. Im Sinne einer einheitlichen Landschaftsschutzpolitik sollten sie indessen auch von den Kantonen respektiert werden. Als sogenannte Konzepte (ein Begriff des Raumplanungsrechts) sind die Bundesinventare überdies bei der kantonalen Richtplanung (Grundlage der Nutzungsplanung) zu berücksichtigen (Artikel 6 Abs. 4 RPG).

Der Landschaftsfonds

Zur Feier des 700jährigen Bestandes der Eidgenossenschaft schuf das Parlament 1991 durch Bundesbeschluss einen besonderen Fonds «für Finanzhilfen zur Erhaltung und Pflege von naturnahen Kulturlandschaften». Wenn auch dieser Fonds mit seinen begrenzten Mitteln nicht flächendeckend, sondern eher exemplarisch wirken kann, so vermag er doch einen wertvollen Beitrag zur Bewahrung des in der Landschaft verkörperten, überlieferten Kulturgutes zu leisten. (Siehe auch Beitrag auf Seite 8 dieser Nummer).

Der Gebüschstreifen mildert zwar den Eingriff der von ihm verdeckten Autobahn, für die Tiere bleibt diese aber eine unüberwindbare Schranke. (Bild Munz)
Les bandes végétales adoucissent certes l'impact d'une autoroute, mais pour les animaux, cette dernière reste une barrière infranchissable.